

du Canada sera devenu la machine à enregistrer les volontés du ministre des Chemins de fer ou du ministre de l'Agriculture; ce sera un jour sombre, monsieur l'Orateur...

L'hon. M. DUNNING: Ou la machine à enregistrer vos volontés.

L'hon. M. BENNETT: C'est possible. Quel est le devoir de notre parti? Le devoir de chaque député dans cette Chambre est d'agir au mieux des intérêts du pays, et lorsqu'il voit en 1923 le premier ministre déclamer contre une attitude possible vis-à-vis la grande république américaine en matière de régime douanier, puis changer d'opinion et demander à son ami de Brandon et aux amis de ce dernier d'appuyer les réductions annuelles dans les droits de douane, son devoir est clair. Nous qui critiquons, savons que le très honorable député ne change pas d'opinion à la légère, nous savons que quelque motif a toujours provoqué ce changement, et nous avons le droit de chercher ce qu'est ce motif. Si nous avons le droit de signaler ce que sera l'effet, nous avons celui de signaler ce qu'est le motif. Le motif est de conserver le pouvoir; l'effet est de nuire au Canada. Cela signifie une perte de population pour notre pays, et même davantage. Les bulletins du commerce américains montrant l'exportation des instruments aratoires au Canada nous apprennent que les Canadiens qui auraient pu être occupés à fabriquer ces instruments sont sans emploi. Est-ce de la trahison que de le signaler? Le très honorable député a-t-il hésité à le faire lorsqu'il a parlé de pouvoir usurpé et de violation de la Constitution de notre pays? Lorsqu'il a tenu ce langage dans le passé, était-ce de la trahison de sa part? Les députés ministériels ne se rendent-ils pas compte qu'ils peuvent égarer l'esprit du peuple canadien en faisant des observations semblables? Que l'on me permette de leur assurer que tant que nous serons ici par la volonté des électeurs nous critiquerons sans crainte les actes du Gouvernement, peu importe ce qu'il dira. Il ne convient pas à des ministres de la couronne, à des ministres responsables à la Chambre, d'encourager de telles illusions et de nous accuser de faire de la propagande d'immigration en faveur des Etats-Unis. Nos honorables amis de la droite savent très bien que les gens sont exclus de ce pays en vertu des lois qui y sont en vigueur. Etant au courant de ces choses, nous nous proposons de critiquer le Gouvernement tant qu'il ne fera pas d'efforts pour donner de l'emploi à nos populations; parce que c'est le travail qui manque le plus dans le moment au Canada. Par conséquent, tous les efforts de notre parti tendent à obtenir du travail pour les Canadiens et non pour les autres.

[L'hon. M. Bennett.]

Quand les libéraux étaient dans l'opposition, qu'ont-ils fait? Ils ne se contentaient pas de faire des discours sur des sujets comme ceux que mon honorable ami de Hants-Kings a discutés; ils proposaient des projets de résolutions. Et à quoi tendaient les résolutions qu'ils ont proposées en 1889, en 1890 et de nouveau en 1891? On voulait rendre absolument libres les relations commerciales entre les Etats-Unis et le Canada. Pour employer l'expression même de sir Wilfrid Laurier, la réforme suggérée visait à la réciprocité absolue du commerce entre les deux pays. Voici en résumé l'histoire de nos honorables amis à cet égard; voilà le passé de ceux qui nous attaquent quand nous défendons les droits du Canada et que nous leur accordons une plus grande importance qu'aux intérêts des Etats-Unis. Si nous étudions l'histoire du parti d'en face, alors qu'il était dans l'opposition, nous voyons que sir Wilfrid Laurier fit un appel aux électeurs en 1891 et prononça les paroles suivantes:

Le parti libéral voudrait en arriver à la réciprocité absolue du commerce entre le Canada et les Etats-Unis.

Combien de temps aurait duré le Canada, si l'on avait adopté cette politique? Les ministres ont-ils aujourd'hui la même ambition? Est-ce là le but qu'ils visent? Est-ce pour cela qu'ils réduisent le tarif? Est-ce pour cela qu'ils marchent encore dans la voie tracée autrefois? Que nos honorables amis répondent à ces questions avant d'attaquer ceux qui siègent à la gauche de l'Orateur.

Je n'ai pas l'intention de retenir plus longtemps la Chambre, mais je relève à la page 354 du *Bulletin des renseignements commerciaux* reçu la semaine dernière, que les importations de parties d'automobiles destinées à l'assemblage se sont élevées en 1927 à \$29,582,000 alors qu'elles n'avaient atteint que 25 millions en 1926, soit une augmentation de plus de 4 millions; les chiffres concernant les pièces de rechange des automobiles sont respectivement de \$4,919,000 et de \$3,600,000. On constate la même augmentation pour les barres. Tels sont les effets des mesures du Gouvernement; nos exportations diminuent et nous faisons plus d'assemblage de pièces qu'auparavant. Cela signifie moins de travail pour les Canadiens, moins de fabrication et une augmentation de l'assemblage des pièces. Voyons maintenant le but visé par le parti conservateur. Il veut rendre le pays indépendant au point de vue économique. Nous ne voulons plus que le Canada soit obligé de compter sur les étrangers dans le domaine économique. Je demande au Gouvernement de me dire ce que nous ferions si, par caprice, l'on nous refusait les marchandises étrangères,